

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par les ministres, membres du collège réuni de la Commission communautaire commune, compétents pour la politique de l'aide aux personnes, le 1er juin 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune "fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements hébergeant des personnes âgées", a donné le 23 juin 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 1 juni 1993 door de ministers leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor de Bijstand aan personen, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie "tot vaststelling van de procedure betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van de inrichtingen die bejaarden huisvesten", heeft op 23 juni 1993 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Alinéa 1er.

Les dispositions du projet doivent trouver un fondement dans celles de l'ordonnance du 20 février 1992 relative aux établissements hébergeant des personnes âgées qui sont énumérées ci-après.

L'ordonnance charge le Collège réuni de déterminer, après avis de la section des institutions et services pour personnes âgées du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes :

- 1° les conditions de recevabilité des demandes d'agrément, dont le respect assure à l'établissement qui introduit une telle demande l'octroi d'une autorisation de fonctionnement provisoire (article 5, alinéa 1er, de l'ordonnance);
- 2° les modalités selon lesquelles les décisions de retrait ou de refus d'agrément sont notifiées et exécutées (article 7, alinéa 2, de l'ordonnance);
- 3° la procédure et les modalités d'exécution des décisions de fermeture d'établissements qui ne satisferaient pas aux normes d'agrément (article 8, alinéa 2, de l'ordonnance).

Le Collège réuni règle, en outre, en vertu de l'article 11, alinéa 2, de l'ordonnance, la composition et

.../...

le fonctionnement de la commission de recours et détermine la procédure et les délais du recours.

L'alinéa 1er du préambule doit, dès lors, être complété comme suit : ", notamment les articles 5, alinéa 1er, 7, alinéa 2, 8, alinéa 2, et 11, alinéa 2;".

Alinéa 2.

L'article 133 de la nouvelle loi communale dispose comme suit :

"Le bourgmestre est chargé de l'exécution des lois, des décrets, des ordonnances, des règlements et arrêtés de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Commissions communautaires, du conseil provincial et de la députation permanente du conseil provincial, à moins qu'elle ne soit formellement attribuée au collège des bourgmestre et échevins ou au conseil communal.

Il est spécialement chargé de l'exécution des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police. Néanmoins, il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses attributions, en tout ou en partie, à l'un des échevins.

Il est chargé de la surveillance des membres du corps de police communal".

Cette disposition est visée à l'alinéa du préambule de l'arrêté en projet en raison de la référence qu'y fait l'article 33 de ce projet.

L'objet de l'article 133 de la nouvelle loi communale n'est, toutefois, pas d'habiliter les commissions communautaires, entre autres, à charger le bourgmestre de

.../...

l'exécution de leurs actes, mais plutôt de déterminer quelles sont, parmi les attributions dévolues par ailleurs aux communes, celles d'entre elles qu'il revient au bourgmestre d'exercer; il s'agit, en d'autres termes, d'une règle répartitrice des compétences entre les organes de la commune.

Conformément à l'article 108 de la Constitution, en vertu duquel les institutions communales sont réglées par la loi, laquelle consacre l'application du principe de la décentralisation d'attributions vers les institutions communales, l'article 46 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles dispose :

"Les actes des autorités des provinces, des communes, des agglomérations et des autres autorités administratives ne peuvent être contraires aux décrets et aux règlements des Communautés ou des Régions, qui peuvent charger ces autorités de leur exécution.

Le Roi met les lois en concordance avec la présente disposition".

L'article 116 de la nouvelle loi communale reproduit cette disposition, en tant qu'elle s'applique plus spécialement aux communes :

"Les actes des autorités des communes ne peuvent être contraires aux décrets, ordonnances, règlements et arrêtés des Régions, des Communautés et des Commissions communautaires, qui peuvent charger ces autorités de leur exécution".

.../...

Il convient, par conséquent, de viser à l'alinéa 2, du préambule, non l'article 133, mais l'article 116 de la nouvelle loi communale, modifié par l'arrêté royal du 30 mai 1989.

Alinéa 3.

L'article 2 de l'arrêté royal du 12 mars 1974, visé à l'alinéa 3 du préambule a été remplacé par l'arrêté du collège réuni du 28 mars 1991 modifiant diverses dispositions relatives aux maisons de repos pour personnes âgées, et dispose désormais comme suit :

"Le respect des normes visées à l'article 1er du présent arrêté est constaté par une attestation dont le modèle est joint en annexe C, dûment datée et signée, délivrée par le bourgmestre de la commune où est située la maison de repos pour personnes âgées, sur la base d'un rapport du service d'incendie.

Cette attestation mentionne, de façon détaillée et précise, toutes les dispositions de la réglementation auxquelles il n'est pas satisfait ainsi que la référence à l'annexe qui est d'application et aux articles correspondant auxdites dispositions".

Il n'est pas nécessaire, ni même utile, de viser cette disposition au préambule; l'alinéa 3 de celui-ci doit, dès lors, être omis.

.../...

Dispositif.

Article 1er.

1. Certaines définitions reproduisent des définitions déjà contenues dans l'article 2 de l'ordonnance du 20 février 1992 relative aux établissements hébergeant des personnes âgées; il en est ainsi des notions de "section", de "gestionnaire", de "directeur" et de "bourgmestre".

Il est donc inutile, voire dangereux pour la sécurité juridique, de les reproduire dans un arrêté.

2. Le texte néerlandais du 7^o devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. A la fin du 9^o, il faut omettre les mots "modifié par ... de plein droit".

Article 2.

Mieux vaut écrire :

"Art. 2. L'autorisation de fonctionnement provisoire prévue à l'article 5 de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 20 février 1992 relative aux établissements hébergeant des personnes âgées, ci-après dénommée "l'ordon-

.../...

nance", est accordée par les ministres ou leur délégué conformément aux dispositions du présent chapitre".

Article 3.

1. Au 2º, pour éviter que l'énumération ne soit interrompue par une phrase incidente, il faut écrire : "... du 28 mars 1991, cette attestation et ce rapport ne pouvant dater ...".

2. Le 3º contient une disposition difficilement conciliable avec l'article 5 du projet qui impose au gestionnaire de n'adresser sa demande d'agrément qu'"au plus tôt trente jours après l'envoi du dossier administratif".

Comme en ont convenu les délégués du collège réuni, il y a lieu d'écrire :

"3º un certificat de bonnes vie et moeurs ..., daté d'un mois au plus au moment de l'introduction du dossier administratif".

3. Au 4º, il y lieu de remplacer les tirets par a), b), c), d), e).

En outre, le texte néerlandais sous le quatrième tiret, devenant le d), devrait être rédigé en tenant

.../...

compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au 6°, les mots "de la Commission communautaire commune" doivent être omis.

L'observation vaut également pour la suite du projet. Il suffira chaque fois d'écrire : "collège réuni".

En outre, le texte néerlandais du 6° serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Le 7° impose de produire une "copie du contrat d'assurance en responsabilité civile professionnelle concernant la responsabilité du directeur et du personnel de l'établissement".

Cette disposition implique que le demandeur souscrive un tel contrat d'assurance; cette obligation ne figure pas dans l'arrêté royal du 18 août 1987 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, établies dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui, en raison de leur organisation, ne doivent pas être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou l'autre communauté.

Selon les délégués du collège réuni, un arrêté en préparation remplacera prochainement l'arrêté royal du

.../...

18 août 1987 et fixera les normes applicables; dans cet arrêté figurera l'obligation de souscrire un tel contrat d'assurance.

Dans l'état actuel de la réglementation, les délégués du collège réuni estiment, toutefois, pouvoir déjà trouver dans l'article 5, alinéa 1er, de l'ordonnance du 20 février 1992 précitée un fondement permettant d'imposer une telle obligation, considérée comme une des "conditions de recevabilité fixées par (le collège réuni), après avis de la section".

Une telle interprétation n'est pas acceptable.

Les normes auxquelles doivent répondre les établissements sont actuellement celles fixées par l'arrêté royal du 18 août 1987 précité.

La production d'un contrat d'assurance qui n'est pas exigé au titre des "normes" d'agrément visées par l'article 4, alinéa 2, de l'ordonnance du 20 février 1992 précitée, ne peut être qualifiée de "condition de recevabilité" de la demande d'agrément, permettant l'octroi d'une autorisation de fonctionnement provisoire.

6. Le 8° comporte également des conditions dont le fondement ne peut être trouvé dans l'arrêté royal du 18 août 1987.

.../...

Selon les délégués du collège réuni, l'obligation d'établir un plan financier, certifié par un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable, et de justifier, par ce document, des capitaux engagés pour les investissements et dépenses prévues, sera également prévue dans l'arrêté en préparation qui fixera les normes auxquelles sont soumis les établissements.

Dans l'état actuel de la réglementation, ils prétendent trouver également dans l'article 5, alinéa 1er, de l'ordonnance précitée un fondement suffisant.

Il paraît, toutefois, difficilement concevable de considérer comme une condition de recevabilité de la demande d'agrément, permettant d'accorder une autorisation de fonctionnement provisoire, l'obligation de produire un plan financier et de justifier des capitaux nécessaires.

7. Le texte néerlandais du 9º, b, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 4, 5 et 6.

1. L'article 4 est rédigé de manière différente des articles 5 et 6 :

.../...

- 1° à l'article 4, il est question de "conditions compatibles avec les normes et les réglementations auxquelles (l'établissement) doit répondre et conformément aux informations contenues dans le dossier administratif";
- 2° à l'article 5, sont visées "les normes auxquelles il doit répondre";
- 3° à l'article 6, l'on vise "toutes les normes et conditions d'agrément auxquelles il doit répondre".

Selon les délégués du collège réuni, il faut entendre par "les réglementations" toutes les autres réglementations auxquelles un établissement est soumis, notamment la durée du temps de travail ou l'assujettissement à l'INAMI. Ils n'ont, toutefois, pu donner une réponse précise à la question pourquoi les articles 4, 5 et 6 en projet utilisent une formulation différente, ni à la question si l'autorisation de fonctionnement provisoire serait refusée si l'enquête prévue à l'article 4 révélait le non-respect de "réglementations" autres que les "normes" auxquelles l'établissement doit répondre.

L'ordonnance du 20 février 1992 habilite le collège réuni à agréer ou à refuser d'agréer un établissement seulement si les "normes" visées à l'article 4, alinéa 2, de cette ordonnance sont respectées ou ne le sont pas.

.../...

L'arrêté du 18 août 1987 ne subordonne pas l'octroi d'autorisations provisoires au respect d'autres réglementations que celles inscrites dans les normes prévues par cet arrêté.

Il s'ensuit que, dans l'état actuel des textes, il y a lieu d'omettre, à l'article 4, les mots "et les réglementations" et, à l'article 6, les mots "et conditions d'agrément".

2. La version française de l'article 4 prévoit que les fonctionnaires "procèdent notamment à une enquête". Le terme "enquête" est ambigu, en ce qu'il permettrait de penser que les fonctionnaires seraient compétents pour constater des infractions qui ne peuvent l'être que par d'autres autorités désignées par des lois particulières.

Par ailleurs, le terme "notamment" permettrait de croire que d'autres procédés pourraient être utilisés.

Mieux vaut écrire :

"Art. 4. Les fonctionnaires instruisent le dossier et s'assurent que l'établissement peut ...".

.../...

3. L'article 5, alinéa 2, prévoit que "l'autorisation de fonctionnement provisoire ... produit ses effets à la date de la demande".

Cette disposition suppose, dans le cas où il s'agit d'un établissement mis en exploitation pour la première fois, que serait conféré à l'autorisation de fonctionnement provisoire un effet rétroactif que ne prévoit pas l'ordonnance et alors que, par définition, une autorisation suppose qu'elle soit préalable à l'exercice de l'activité (1).

La disposition doit être fondamentalement revue.

Article 7.

1. Les dispositions suivantes de l'ordonnance du 20 février 1992 constituent le fondement de l'article 7 en projet :

a) l'article 4, alinéa 1er :

"Tout établissement visé à l'article 3 est agréé par le Collège réuni, après avis de la section";

(1) Dans l'hypothèse où il s'agit d'établissements existants pour lesquels une demande a été introduite avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance, la question est réglée par les articles 17 et 18 de celle-ci.

b) l'article 7 :

"Lorsqu'il est constaté que les conditions déterminées par l'article 4, alinéa 2, ne sont pas (...) respectées, l'agrément est refusé (...), après avis de la section.

Le collège réuni fixe, après avis de la section, les modalités selon lesquelles les décisions (...) de refus d'agrément sont notifiées et exécutées".

Ces dispositions de l'ordonnance ne peuvent servir de fondement à la détermination de délais dans lesquels le gestionnaire est tenu de faire valoir ses observations éventuelles, comme le prévoient le paragraphe 1er, alinéa 2, et le paragraphe 2 du texte en projet.

La disposition doit, dès lors, être revue à cet égard.

L'article 14, alinéa 1er, du projet appelle une observation semblable.

2. Le terme "enquête" figurant au paragraphe 1er, alinéa 1er, de la version française, n'est pas adéquat. Mieux vaut écrire : "... de la vérification visée à l'article 6".

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, alinéas 1er et 2, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 8.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas.

L'observation vaut également pour l'article 9.

2. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, est prévue l'obligation pour le gestionnaire qui ferme volontairement l'établissement de communiquer cette décision au ministre au plus tard trois mois avant la date de la fermeture.

Une telle disposition, qui implique l'obligation pour le gestionnaire d'un établissement agréé de maintenir celui-ci ouvert pendant un délai qui peut atteindre trois mois, ne peut figurer dans le règlement en projet que si elle trouve un fondement dans l'ordonnance du 20 février 1992, ce qui n'est pas le cas.

Le texte doit être revu en conséquence.

Article 9.

1. Le paragraphe 1er prévoit l'obligation pour le gestionnaire qui sollicite le renouvellement de l'agrément de renvoyer le questionnaire "dans les trente jours de sa réception".

L'ordonnance ne contient aucune habilitation au collège réuni pour fixer un tel délai.

Dans le texte néerlandais il faudrait écrire "ondertekend" et non "ondergetekend".

.../...

2. Au sujet des documents à produire, il est renvoyé aux observations faites à propos de l'article 3.

3. L'hypothèse visée au paragraphe 2 n'est pas celle envisagée à l'article 5 de l'ordonnance. Celui-ci ne traite, d'ailleurs, pas de l'agrément, mais de l'autorisation de fonctionnement provisoire.

La disposition en projet ne trouve, dès lors, dans cette disposition, aucun fondement légal.

Par ailleurs, aucune autre disposition de l'ordonnance ne prévoit la possibilité de prolonger provisoirement l'agrément. Au reste, la durée de l'agrément est fixée par l'article 4, alinéa 3, de cette ordonnance à une durée précise de six ans, aucune prolongation de délai n'étant prévue.

Il y a donc lieu d'organiser la procédure de telle manière que la décision des ministres intervienne avant l'expiration de ce délai de six ans.

Article 10.

Compte tenu de l'observation qui vient d'être faite à propos de l'article 9, il ne peut être purement et simplement renvoyé aux articles 6 et 7. Le texte doit être fondamentalement revu.

.../...

Article 11.

1. L'ordonnance n'interdit pas au collège réuni de prévoir l'obligation, en cas de cession d'un établissement agréé, d'avertir les ministres, les personnes hébergées et le personnel.

Mais, au sujet de l'obligation de le faire dans un délai d'au moins deux mois, il est renvoyé à l'observation 2 faite à propos de l'article 8.

2. L'alinéa 2 prévoit que, lors de sa reprise, l'établissement peut "recevoir" une autorisation de fonctionnement provisoire.

En réalité, dans l'hypothèse visée, c'est le régime de droit commun qui doit s'appliquer.

Dès lors, la disposition est inutile et doit être omise.

Article 12.

Il faut écrire dans la version française :

"Art. 12. Si la vérification prévue à l'article 6 ...".

.../...

Article 13.

Il y a une contradiction entre la première et la seconde phrase : dans la première, il est prévu qu'intervient une décision, tandis que, dans la seconde, est prévue la notification d'une proposition motivée.

Il s'agit évidemment d'une proposition d'agrément dans les deux cas.

Il est donc proposé d'écrire :

"Art. 13. Lorsqu'un établissement ne répond plus aux conditions et normes d'agrément, les ministres notifient une proposition motivée de retrait de celui-ci au gestionnaire de l'établissement et en communiquent copie à la section".

Article 14.

Il est superflu de préciser que "la décision portant refus ou retrait est motivée", cette exigence résultant déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Article 15.

Suivant l'alinéa 3, "le gestionnaire dispose d'un délai de trois mois pour assurer l'hébergement des personnes âgées dans un autre établissement adéquat".

.../...

Ce texte est susceptible de deux interprétations :

- ou bien les auteurs du projet entendent prévoir que le gestionnaire doit seulement rechercher un établissement adéquat et y faire transférer les personnes âgées concernées;
- ou bien, ils entendent imposer, en outre, à ce gestionnaire de prendre à sa charge les frais du transfert et de l'hébergement.

Cette deuxième interprétation, à défaut de trouver un fondement dans l'ordonnance, ne pourrait être admise. Elle semble, d'ailleurs, contredite par le texte néerlandais du projet et par la note aux membres du collège réuni.

Il est donc proposé d'écrire :

"Le gestionnaire doit, dans les trois mois de la fermeture, veiller au transfert des personnes âgées dans un établissement adéquat".

Article 16.

Le texte néerlandais de l'article serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 18.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéas 1er et 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au paragraphe 2, alinéa 2, les ministres se voient reconnaître le pouvoir de statuer définitivement sur la fermeture de l'établissement, qui est déjà intervenue au titre de l'extrême urgence.

Ce pouvoir, qui implique celui de rapporter la mesure exécutée, justifie que la décision ministérielle soit prise dans un délai raisonnable que l'arrêté en projet gagnerait à préciser.

Sous réserve de cette observation il est proposé de rédiger le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 2, comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 19.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du projet.

2. Au paragraphe 3, seconde phrase, on écrira :
"; ils doivent justifier, par leur diplôme, l'un de la connaissance de la langue française, l'autre de la connaissance de la langue néerlandaise".

Article 22.

Le texte néerlandais, in fine, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 31.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 33.

1. Les mots "Conformément à l'article 133 de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, modifié par la loi du 27 mai 1989 et l'arrêté royal du 30 mai 1989" sont inutiles et doivent être omis.

2. Par ailleurs, on écrira :

"Art. 33. Le bourgmestre est chargé de l'exécution des arrêtés portant retrait d'agrément ou fermeture d'un établissement; il prend, à cet effet, toutes les mesures nécessaires".

3. En ce que la disposition prévoit que le bourgmestre doit prendre des mesures "pour assurer la continuation des soins médicaux et services hôteliers dans un établissement adéquat", la disposition, qui est de nature à créer des obligations nouvelles à charge de l'autorité communale, ne trouve aucun fondement dans l'ordonnance du 20 février 1992.

Les mots "notamment pour assurer ... adéquat" doivent, dès lors être omis.

.../...

Article 34.

Les dispositions relatives aux modalités de calcul des délais devraient être fixées par l'arrêté en projet lui-même, plutôt que d'utiliser le procédé de la législation par référence à un arrêté royal. En effet, comme le Conseil d'Etat l'a, notamment, indiqué dans son avis L. 21.911/2 donné le 13 janvier 1993 sur un projet d'arrêté du collège réuni de la Commission communautaire commune portant le règlement des services du collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale,

"ce procédé présente l'inconvénient de laisser incertain le point de savoir si l'auteur du projet entend que la norme à laquelle il se réfère soit figée dans son état initial ou dans son état actuel, ou si les modifications qu'elle subirait ultérieurement seront applicables. En l'absence d'indication contraire, la référence à une règle juridique implique la référence aux modifications qu'elle a subies et qu'elle subira. Il appartient au collège réuni d'exercer lui-même la fonction réglementaire que lui reconnaît en propre l'article 79, § 1er, de la loi du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises".

Article 36.

Les délégués du collège réuni ont précisé que les auteurs du projet n'ont pas l'intention de donner un effet rétroactif à l'arrêté en projet qui fixe des règles de procédure.

La date d'entrée en vigueur doit donc être modifiée.

.../...

ANNEXE.

Le texte néerlandais de l'avis de fermeture devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Aanhef.Eerste lid.

De bepalingen van het ontwerp moeten een rechtsgrond vinden in de hierna opgesomde bepalingen van de ordonnantie van 20 februari 1992 betreffende inrichtingen die bejaarden huisvesten.

De ordonnantie belast het Verenigd College ermede op advies van de afdeling instellingen en diensten voor bejaarden van de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg te bepalen :

- 1º de voorwaarden van ontvankelijkheid van de erkenningsaanvragen die, indien eraan voldaan wordt, meebrengen dat aan de inrichting die een zodanige aanvraag indient een voorlopige werkingsvergunning wordt uitgereikt (artikel 5, eerste lid, van de ordonnantie);
- 2º de nadere regels volgens welke de beslissingen tot intrekking of tot weigering van erkenning ter kennis worden gebracht en uitgevoerd (artikel 7, tweede lid, van de ordonnantie);
- 3º de procedure en de wijze van uitvoering van de beslissingen tot sluiting van inrichtingen die niet voldoen aan de erkenningsnormen (artikel 8, tweede lid, van de ordonnantie).

.../...

Krachtens artikel 11, tweede lid, van de ordonnantie regelt het Verenigd College bovendien de samenstelling en de werkwijze van de Commissie van Beroep, en bepaalt het de procedure en de beroepstermijnen.

Het eerste lid van de aanhef behoort derhalve als volgt te worden aangevuld : ", inzonderheid op de artikelen 5, eerste lid, 7, tweede lid, 8, tweede lid, en 11, tweede lid;".

Tweede lid.

Artikel 133 van de nieuwe gemeentewet bepaalt :

"De burgemeester is belast met de uitvoering van de wetten, de decreten, de ordonnanties, de verordeningen en de besluiten van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Gemeenschapscommissies, de provincieraad en de bestendige deputatie van de provincieraad, tenzij zulks uitdrukkelijk aan het college van burgemeester en schepenen of aan de gemeenteraad is opgedragen.

Hij is in het bijzonder belast met de uitvoering van de politiewetten, de politiedecreten, de politieordonnanties, de politieverordeningen en de politiebepsluiten. Hij kan echter onder zijn verantwoordelijkheid zijn bevoegdheid geheel of ten dele overdragen aan een van de schepenen.

Hij is belast met het toezicht op de leden van het gemeentelijk politiekorps".

Naar die bepaling wordt verwezen in dit lid van de aanhef van het ontworpen besluit omwille van verwijzing ernaar in artikel 33 van dit ontwerp.

.../...

De strekking van artikel 133 van de nieuwe gemeentewet bestaat er evenwel niet in de gemeenschapscommissies onder meer te machtigen de burgemeester te belasten met de uitvoering van hun handelingen, doch veeleer te bepalen welke van de bevoegdheden die voorts aan de gemeenten zijn toegekend, door de burgemeester moeten worden uitgeoefend; het betreft met andere woorden een regel die de bevoegdheden verdeelt onder de organen van de gemeente.

Overeenkomstig artikel 108 van de Grondwet, krachtens hetwelk de gemeentelijke instellingen bij wet worden geregeld, welke wet de toepassing huldigt van het beginsel van de decentralisatie van bevoegdheden naar de gemeentelijke instellingen toe, bepaalt artikel 46 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

"De handelingen van de overheden van de provincies, de gemeenten, de agglomeraties en andere bestuursoverheden mogen niet in strijd zijn met de decreten en de reglementen van de Gemeenschappen of de Gewesten, welke die overheden met de uitvoering daarvan kunnen belasten.

De Koning brengt de wetten in overeenstemming met deze bepaling".

Artikel 116 van de nieuwe gemeentewet neemt die bepaling over in zoverre zij meer in het bijzonder van toepassing is op de gemeenten :

"De handelingen van de overheden van de gemeenten mogen niet in strijd zijn met de decreten, de ordonnances, de reglementen en de besluiten van de Gewesten, de Gemeenschappen en de Gemeenschapscommissies, welke

.../...

die overheden met de uitvoering daarvan kunnen belasten".

Bijgevolg behoort in het tweede lid van de aanhef niet te worden verwezen naar artikel 133, doch naar artikel 116 van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 mei 1989.

Derde lid.

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 maart 1974, waarnaar wordt verwezen in het derde lid van de aanhef, is vervangen bij het besluit van het Verenigd College van 28 maart 1991 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de rustoorden voor bejaarden. Thans luidt het als volgt :

"De naleving van de in artikel 1 van dit besluit bedoelde normen wordt vastgesteld door een in bijlage C gevoegd getuigschrift, behoorlijk gedateerd en getekend, uitgereikt door de burgemeester van de gemeente waar het rustoord voor bejaarden is gevestigd, op basis van een verslag van de brandweer.

Dit getuigschrift vermeldt, op nauwkeurige en gedetailleerde wijze, al de bepalingen van de reglementering waaraan niet wordt voldaan alsmede de verwijzing naar de toepasselijke bijlage en de met voornoemde bepalingen overeenstemmende artikelen".

Het is onnodig, en zelfs niet dienstig, in de aanhef te verwijzen naar deze bepaling; bijgevolg behoort het derde lid van de aanhef te vervallen.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Sommige begripsomschrijvingen in dit artikel zijn reeds opgenomen in artikel 2 van de ordonnantie van 20 februari 1992 betreffende inrichtingen die bejaarden huisvesten; zulks is het geval met de begrippen "afdeling", "beheerder", "directeur" en "burgemeester".

Het is dus onnodig, en zelfs gevaarlijk voor de rechtszekerheid, om ze over te nemen in een besluit.

2. In onderdeel 7° schrijve men : "de gemachtigde : ieder natuurlijk persoon die schriftelijk door de bejaarde zelf of overeenkomstig boek I, titel XI, van het Burgerlijk Wetboek ermede belast wordt hem bij de inrichting of het bestuur te vertegenwoordigen;".

3. Aan het eind van onderdeel 9° moeten de woorden "gewijzigd bij ... toepasselijk." vervallen.

Artikel 2.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 2. De voorlopige werkingsvergunning bedoeld in artikel 5 van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke

.../...

Gemeenschapscommissie van 20 februari 1992 betreffende inrichtingen die bejaarden huisvesten, hierna te noemen "de ordonnantie", wordt overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk toegekend door de ministers of hun gemachtigde".

Artikel 3.

1. Om te voorkomen dat de nummering onderbroken wordt door een tussenzin schrijve men in onderdeel 2° : "het attest van de burgemeester, op basis van een verslag ... van 28 maart 1991, met dien verstande dat het attest en het verslag niet ouder mogen zijn dan zes maanden op het tijdstip van de indiening van de aanvraag;".

2. Onderdeel 3° bevat een bepaling die moeilijk verenigbaar is met artikel 5 van het ontwerp dat de beheerder de verplichting oplegt zijn erkenningsaanvraag "ten vroegste dertig dagen na het toesturen van het (...) administratief dossier" te verzenden.

De gemachtigden van het Verenigd College zijn het ermee eens dat men schrijve :

"3° een bewijs van goed zedelijk gedrag ..., dat niet ouder is dan één maand op het tijdstip van de indiening van het administratief dossier;".

.../...

3. In onderdeel 4^o vervange men de streepjes door a), b), c), d) en e), en schrijf men "worden" in plaats van "woorden".

Verder schrijf men onder het vierde streepje, dat d) wordt, "verzorgde ziekten" in plaats van "aanvaarde pathologieën".

4. In onderdeel 6^o moeten de woorden "van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie" vervallen.

Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. Men kan er telkens mee volstaan te schrijven : "Verenigd College".

Voorts zou het beter zijn de tekst als volgt te stellen : "de behoorlijk ingevulde en ondertekende vragenlijst voor de identificatie van de inrichting, te dien einde afgegeven door de diensten van het Verenigd College;".

5. Onderdeel 7^o bepaalt dat "een afschrift van het contract van beroepsaansprakelijkheidsverzekering dat de aansprakelijkheid van de directeur en het personeel van de inrichting dekt" moet worden overgelegd.

Deze bepaling houdt in dat de aanvrager zulk een verzekeringscontract sluit; deze verplichting komt niet voor in het koninklijk besluit van 18 augustus 1987 tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden,

.../...

gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun organisatie, niet moeten beschouwd worden als uitsluitend behorend tot de ene of de andere Gemeenschap, moeten voldoen.

Volgens de gemachtigden van het Verenigd College zal een besluit dat thans wordt voorbereid eerlang het koninklijk besluit van 18 augustus 1987 vervangen en de toepasselijke normen vaststellen; in dat besluit zal de verplichting worden opgenomen om een zodanig verzekeringscontract te sluiten.

Bij de huidige stand van de regelgeving zijn de gemachtigden van het Verenigd College evenwel van oordeel dat in artikel 5, eerste lid, van voornoemde ordonnantie van 20 februari 1992 een rechtsgrond kan reeds worden gevonden die het mogelijk maakt een zodanige verplichting op te leggen, welke beschouwd wordt als één van de "door (het Verenigd College), na advies van de afdeling, vastgestelde ontvankelijkheidsvoorwaarden".

Zulk een interpretatie kan niet worden aangenomen.

De normen waaraan de inrichtingen moeten voldoen zijn thans die welke zijn vastgesteld bij voornoemd koninklijk besluit van 18 augustus 1987.

De overlegging van een verzekeringscontract, dat niet opgelegd wordt als één van de "normen" voor erkenning die worden genoemd in artikel 4, tweede lid, van voornoemde ordonnantie van 20 februari 1992, kan niet worden gekwalifi-

.../...

ceerd als een "voorwaarde van ontvankelijkheid" van de erkenningsaanvraag waardoor een voorlopige werkingsvergunning kan worden toegekend.

6. Onderdeel 8° bevat eveneens voorwaarden waarvan de rechtsgrond niet terug te vinden is in het koninklijk besluit van 18 augustus 1987.

Volgens de gemachtigden van het Verenigd College zal eveneens in het besluit in voorbereiding, dat de normen zal vastleggen waaraan de inrichtingen moeten voldoen, de verplichting worden opgenomen om een financieel plan op te maken dat door een bedrijfsrevisor of een accountant wordt gecertificeerd en om door middel van dit stuk het kapitaal te wettigen dat is vastgelegd voor de geplande beleggingen en uitgaven.

Bij de huidige stand van de regelgeving beweren zij ook in artikel 5, eerste lid, van voornoemde ordonnantie een genoegzame rechtsgrond te vinden.

De verplichting om een financieel plan over te leggen en om het nodige kapitaal te wettigen kan echter bezwaarlijk worden beschouwd als een voorwaarde van ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag waardoor een voorlopige werkingsvergunning kan worden afgegeven.

.../...

7. In onderdeel 9°, b, schrijve men : "... normen inzake personeel, op grond van het aantal gehuisveste personen, en om maandelijks ...".

Artikelen 4, 5 en 6.

1. Artikel 4 is anders gesteld dan de artikelen 5 en 6 :

- 1° in artikel 4 is er sprake van "omstandigheden verenigbaar met de normen en reglementaties waaraan (de inrichting) moet voldoen en overeenkomstig de inlichtingen bevat in het administratief dossier";
- 2° in artikel 5 is er sprake van "de normen waaraan zij moet voldoen";
- 3° in artikel 6 is er sprake van "alle normen en erkenningsvoorwaarden waaraan zij moet voldoen".

Volgens de gemachtigden van het Verenigd College moeten onder "reglementaties" alle andere reglementen worden verstaan die toepasselijk zijn op een inrichting, inzonderheid de werktijd en het onderworpen zijn aan het RIZIV. Zij hebben echter geen precies antwoord kunnen geven op de vraag waarom de ontworpen artikelen 4, 5 en 6 een verschillende formulering aanwenden, noch op de vraag of de voorlopige werkingsvergunning geweigerd wordt indien uit het in artikel 4 bedoelde onderzoek blijkt dat andere "reglemen-

.../...

taties" dan de "normen" waaraan de inrichting moet voldoen niet in acht zijn genomen.

De ordonnantie van 20 februari 1992 machtigt het Verenigd College ertoe de erkenning of de weigering tot erkenning van een inrichting afhankelijk te stellen van het enkele feit dat de "normen" bedoeld in artikel 4, tweede lid, van de ordonnantie al dan niet zijn nageleefd.

Het besluit van 18 augustus 1987 stelt de toekenning van voorlopige vergunningen niet afhankelijk van de naleving van andere reglementen dan die welke zijn vervat in de normen bedoeld in dit besluit.

Daaruit vloeit voort dat bij de huidige stand van de teksten in artikel 4 de woorden "en reglementaties" moeten vervallen, en in artikel 6 de woorden "en erkenningsvoorwaarden".

2. In de Franse tekst van artikel 4 staat : "Les fonctionnaires ... procèdent notamment à une enquête". De term "enquête" is dubbelzinnig, omdat hij kan doen vermoeden dat de ambtenaren bevoegd zijn om strafbare feiten vast te stellen die alleen kunnen worden vastgesteld door andere overheden die door bijzondere wetten worden aangewezen.

Voorts doet de term "namelijk" vermoeden dat er nog andere methodes kunnen worden toegepast.

.../...

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 4. De ambtenaren onderzoeken het dossier en vergewissen zich ervan dat de inrichting kan werken in omstandigheden verenigbaar met de normen waaraan zij moet voldoen en overeenkomstig de inlichtingen vervat in het administratief dossier".

3. Artikel 5, tweede lid, bepaalt dat "de voorlopige werkingsvergunning uitwerking (heeft) vanaf de datum van de aanvraag".

Die bepaling gaat ervan uit, wanneer het gaat om een inrichting die voor het eerst in exploitatie wordt genomen, dat de voorlopige werkingsvergunning terugwerkende kracht wordt verleend, wat niet in de ordonnantie is bepaald en terwijl een vergunning per definitie inhoudt dat zij voorafgaat aan de uitoefening van de activiteit (1).

De bepaling behoort grondig te worden herzien.

(1) Gesteld dat het gaat om bestaande inrichtingen waarvoor een aanvraag is ingediend vóór de inwerkingtreding van de ordonnantie, wordt de zaak geregeld door de artikelen 17 en 18 van die ordonnantie.

Artikel 7.

1. Het ontworpen artikel 7 steunt op de volgende bepalingen van de ordonnantie van 20 februari 1992 :

a) Artikel 4, eerste lid :

"Iedere in artikel 3 bedoelde inrichting wordt door het Verenigd College erkend, na advies van de afdeling";

b) Artikel 7 :

"Wanneer wordt vastgesteld dat de voorwaarden van artikel 4, tweede lid, niet (...) worden nageleefd, wordt de erkenning geweigerd (...), na advies van de afdeling.

Het Verenigd College legt, na advies van de afdeling, de modaliteiten vast voor de betekening en de uitvoering van de beslissingen tot (...) weigering van erkenning".

Die bepalingen van de ordonnantie kunnen niet dienen als rechtsgrond voor het bepalen van de termijnen waarin de beheerder zijn eventuele opmerkingen hoeft te maken, zoals bepaald in paragraaf 1, tweede lid, en paragraaf 2 van de ontworpen tekst.

Derhalve behoort de bepaling op dat punt te worden herzien.

Een zelfde opmerking geldt voor artikel 14, eerste lid.

.../...

2. In de Franse tekst is de term "enquête" in paragraaf 1, eerste lid, niet geschikt. Het zou beter zijn te schrijven : "... de la vérification visée à l'article 6".

In de Nederlandse tekst van paragraaf 1, tweede lid, schrijve men "terzelfder tijd" in plaats van "terzeldertijd".

In paragraaf 3, eerste lid, schrijve men "... binnen zes maanden na het verstrijken ...".

In paragraaf 3, tweede lid, schrijve men "ter kennis gebracht" in plaats van "betekend". Voorts vervange men het woord "betekenen" in het gehele ontwerp door het woord "ter kennis brengen".

Artikel 8.

1. Er is geen reden om het artikel in paragrafen te verdelen. Deze opmerking geldt ook voor artikel 9.

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, wordt bepaald dat de beheerder die de inrichting vrijwillig sluit, die beslissing uiterlijk drie maanden voor de sluitingsdatum moet meedelen aan de minister.

Een dergelijke bepaling, die inhoudt dat de beheerder van een erkende inrichting verplicht is die open te houden gedurende een periode die drie maanden kan bedragen, mag alleen in het ontworpen reglement worden

.../...

vermeld als zij haar rechtsgrond vindt in de ordonnantie van 20 februari 1992, wat niet het geval is.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 9.

1. In paragraaf 1 wordt bepaald dat de beheerder die de hernieuwing van de erkenning aanvraagt, de vragenlijst "binnen de dertig dagen na ontvangst" moet terugsturen.

Het Verenigd College wordt nergens in de ordonnantie gemachtigd om een dergelijke termijn vast te stellen.

In plaats van "ondergetekend" behoort "ondertekend" te worden geschreven.

2. Wat de in te dienen stukken betreft, zij verwezen naar de opmerkingen in verband met artikel 3.

3. Het geval bedoeld in paragraaf 2 stemt niet overeen met dat bedoeld in artikel 5 van de ordonnantie. Dat artikel 5 heeft overigens geen betrekking op de erkenning, maar op de voorlopige werkingsvergunning.

De ontworpen bepaling vindt derhalve geen enkele rechtsgrond in die bepaling.

.../...

Voorts wordt in geen enkele andere bepaling van de ordonnantie voorzien in de mogelijkheid om de erkenning voorlopig te verlengen. Voor het overige wordt de duur van de erkenning door artikel 4, derde lid, van die ordonnantie vastgesteld op precies zes jaar, waarbij in geen enkele termijnverlenging wordt voorzien.

De procedure behoort derhalve zo te worden georganiseerd dat de ministers een beslissing nemen voordat die termijn van zes jaar is verstreken.

Artikel 10.

Gelet op de opmerking die zojuist is gemaakt in verband met artikel 9, kan niet gewoon worden verwezen naar de artikelen 6 en 7. De tekst behoort grondig te worden herzien.

Artikel 11.

1. De ordonnantie verbiedt het Verenigd College niet te bepalen dat de ministers, de gehuisveste personen en het personeel bij de overdracht van een erkende inrichting moeten worden gewaarschuwd.

Maar, wat de verplichting betreft dat binnen een termijn van ten minste twee maanden te doen, zij verwezen naar de tweede opmerking in verband met artikel 8.

2. In het tweede lid wordt bepaald dat in geval van overname een voorlopige werkingsvergunning kan worden "toegekend" aan de inrichting.

In werkelijkheid behoort in bedoeld geval het gemene recht te worden toegepast.

Bijgevolg is de bepaling onnodig en behoort zij te vervallen.

Artikel 12.

In de Franse tekst schrijve men :

"Art. 12. Si la vérification prévue à l'article 6 ...".

Artikel 13.

De eerste en de tweede zin spreken elkaar tegen : in de eerste wordt aangegeven dat een beslissing wordt genomen, terwijl in de tweede wordt aangegeven dat een gemotiveerd voorstel ter kennis wordt gebracht.

Het gaat natuurlijk in beide gevallen om een voorstel tot erkenning.

Derhalve wordt voorgesteld te schrijven :

.../...

"Art. 13. Wanneer een inrichting niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden en -normen, brengen de ministers een met redenen omkleed voorstel tot intrekking van die erkenning ter kennis van de beheerder van de inrichting en sturen zij een afschrift ervan naar de afdeling".

Artikel 14.

Het is overbodig te verduidelijken dat "de beslissing houdende weigering of intrekking met redenen (is) omkleed", aangezien dat vereiste reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Artikel 15.

Volgens het derde lid "beschikt (de beheerder) over een termijn van drie maanden om de bejaarden in een andere geëigende inrichting over te brengen".

Die tekst kan op twee manieren worden uitgelegd :

- ofwel willen de stellers van het ontwerp voorschrijven dat de beheerder alleen een geschikte inrichting hoeft te zoeken en de betrokken bejaarden daarheen hoeft te laten overbrengen;

.../...

- ofwel willen zij bovendien die beheerder verplichten de kosten van de overbrenging en de huisvesting over te nemen.

Die tweede interpretatie kan niet worden aangenomen, daar zij geen rechtsgrond vindt in de ordonnantie. Zij lijkt overigens te worden tegengesproken door de Nederlandse tekst van het ontwerp en door de nota aan de leden van het Verenigd College.

Derhalve wordt voorgesteld te schrijven :

"De beheerder moet, binnen drie maanden na de sluiting, ervoor zorgen dat de bejaarden worden overgebracht naar een geschikte inrichting".

Artikel 16.

Het zou beter zijn het artikel te stellen als volgt :

"De beheerder moet de bejaarden of hun gemachtigden alsmede het personeel op de hoogte brengen van de ministeriële beslissing ... alsmede van de gevolgen van de sluiting van de instelling en moet op de gevel (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 18.

1. Het zou beter zijn paragraaf 1, eerste lid en tweede lid, te stellen als volgt :

.../...

"Wanneer de ministers, om redenen van uiterst dringende noodzakelijkheid inzake volksgezondheid of veiligheid onmiddellijk de voorlopige sluiting van een inrichting bevelen, ... (voorts zoals in het ontwerp).

Daarvan wordt gelijktijdig kennis gegeven aan de afdeling".

2. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men : "om zijn opmerkingen te maken en voor de afdeling te verschijnen, in voorkomend geval bijgestaan ... (voorts zoals in het ontwerp).

3. In paragraaf 2, tweede lid, wordt aan de ministers de bevoegdheid toegekend om definitief te beslissen over de sluiting van de inrichting, die reeds wegens uiterst dringende noodzakelijkheid is geschied.

Die bevoegdheid, die de bevoegdheid inhoudt om de uitgevoerde maatregel te herroepen, rechtvaardigt dat de ministeriële beslissing wordt genomen binnen een redelijke termijn die in het ontworpen besluit nader zou moeten worden bepaald.

Onder voorbehoud van deze opmerking wordt voorgesteld te schrijven :

"De afdeling beraadslaagt en beslist binnen ... dagen nadat zij door de ministers is geadieerd, ongeacht ... gegeven; zij bezorgt binnen ... dagen haar advies aan ... (voorts zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 19.

1. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men "elke" in plaats van "elk".

2. Het zou beter zijn paragraaf 3 te stellen als volgt :

"De voorzitter en zijn plaatsvervanger zijn werkend magistraat of eremagistraat bij één der hoven van beroep; de ene moet door zijn diploma doen blijken van kennis van het Nederlands, de andere van kennis van het Frans".

Artikel 22.

Aan het slot schrijve men : "... en legt het ter goedkeuring voor aan de ministers".

Artikel 24.

In het tweede lid schrijve men "appellant" in plaats van "appelant".

Artikel 31.

In plaats van "bevestigd" schrijve men "bevestigt".

.../...

Artikel 33.

1. De woorden "Overeenkomstig artikel 133 van nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1989 en het koninklijk besluit van 30 mei 1989" zijn onnodig en behoren te vervallen.

2. Voorts schrijve men :

"Art. 33. De burgemeester is belast met de uitvoering van de besluiten waarbij een erkenning wordt ingetrokken of een inrichting wordt gesloten; daartoe neemt hij alle noodzakelijke maatregelen".

3. Inzoverre de bepaling stelt dat de burgemeester maatregelen moet nemen "om de voortzetting van de medische verzorging en van de hotelfunctie in een geëigende inrichting te garanderen", vindt de bepaling, die nieuwe verplichtingen kan scheppen voor de gemeentelijke overheid, geen enkele rechtsgrond in de ordonnantie van 20 februari 1992.

De woorden "onder meer om de voortzetting ... te garanderen" behoren derhalve te vervallen.

Artikel 34.

De bepalingen betreffende de wijze waarop de termijnen worden berekend zouden in het ontworpen besluit zelf moeten worden vastgesteld, veeleer dan te werken met

.../...

wetgeving door verwijzing naar een koninklijk besluit. Zoals de Raad van State immers inzonderheid heeft opgemerkt in advies nr. L. 21.911/2 van 13 januari 1993 over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie houdende het reglement van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad

"heeft deze werkwijze het nadeel dat zij in het ongewisse laat of de steller van het ontwerp wil dat de rechtsregel waarnaar hij verwijst gefixeerd wordt in zijn oorspronkelijke vorm of in zijn huidige vorm, en of de wijzigingen die hij later zou ondergaan van toepassing zullen zijn. Wanneer het tegendeel niet wordt aangegeven, omvat de verwijzing naar een rechtsregel ook de verwijzing naar de wijzigingen die hij heeft ondergaan en zal ondergaan. Het is zaak van het Verenigd College om zelf de verordenende taak uit te oefenen die eraan opgedragen wordt door artikel 79, § 1, van de wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen".

Artikel 36.

De gemachtigden van het Verenigd College hebben verduidelijkt dat de stellers van het ontwerp geen terugwerkende kracht willen geven aan het ontworpen besluit waarin procedureregels worden vastgelegd.

De datum van inwerkingtreding behoort dus te worden gewijzigd.

.../...

BIJLAGE.

Het bericht van sluiting zou aldus aangepast moeten worden :

- in het eerste lid schrijve men "besloten tot sluiting van" in plaats van "de sluiting beslist";
- in het tweede lid schrijve men "de datum van kennisgeving" in plaats van "datum van betekening";
- in het derde lid schrijve men "naar een andere geschikte inrichting" in plaats van "in een andere geëigende inrichting".

DV.

- 49 -

L. 22.311/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme G. BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. BEECKMAN de CRAYLOO, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.

.../...

GA.

- 50 -

L. 22.311/9.

.../...